

formait depuis long-temps, et qui troubla le repos de la terre.

xiv.
Les îles de
l'Amérique
occasionèrent la
guerre
de 1759.
Quels
en furent
les
événemens
et la fin.

Les colonies anglaises, surtout la Jamaïque, avaient ouvert, avec les possessions espagnoles du Nouveau-Monde, un commerce interlope, qu'une longue habitude les avait accoutumées à regarder comme licite. La cour de Madrid, devenue plus éclairée sur ses intérêts, prit des mesures pour arrêter, pour diminuer du moins cette communication. Le projet pouvait être sage, mais il fallait que l'exécution en fût juste. Si les vaisseaux destinés à empêcher la fraude, se fussent bornés à arrêter les bâtimens qui la faisaient, ils auraient mérité des louanges. L'abus inséparable de tout moyen violent, l'âpreté du gain, peut-être l'esprit de vengeance, firent que sous prétexte de contrebande, on arrêta, loin des côtes suspectes, des navires qui avaient une destination légitime.

La nation anglaise qui, mettant sa sûreté, sa puissance et sa gloire dans le commerce, avait souffert impatiemment de voir réprimer ses usurpations, fut révoltée des vexations qui passaient les bornes du droit des gens. On n'entendit dans Londres, dans le parlement, que plaintes contre l'étranger qui les exerçait, qu'invectives contre le ministère qui les souffrait. Robert Walpole, qui gouvernait depuis long-temps la Grande-Bretagne avec un caractère et des talens plus propres pour la paix que pour la guerre, et le conseil

d'Espagne qui, à mesure que l'orage approchait, montrait moins de vigueur, cherchèrent de concert des voies de conciliation. Celles qui furent imaginées et signées au Pardo, ne furent pas du goût d'un peuple également échauffé par ses intérêts, par son ressentiment, par l'esprit de parti, et singulièrement par des écrits politiques qui se succédaient avec rapidité.

Partout où le souverain ne souffre pas qu'on s'explique librement sur les matières économiques et politiques, il donne l'attestation la plus authentique de son penchant à la tyrannie et du vice de ses opérations. C'est précisément comme s'il disait au peuple : « Je sais tout aussi bien » que vous que ce que j'ai résolu est contraire à » votre liberté, à vos prérogatives, à vos intérêts, à » votre tranquillité, à votre bonheur; mais il me » déplaît que vous en murmuriez. Je ne souffrirai » jamais qu'on vous éclaire, parce qu'il me con- » vient que vous soyez assez stupides pour ne pas » distinguer mes caprices, mon orgueil, mes fol- » les dissipations, mon faste, les déprédations » de mes courtisans et de mes favoris, mes rui- » neux amusemens, mes passions plus ruineuses » encore, de l'utilité publique qui ne fut, qui » n'est, et qui ne sera jamais, autant qu'il dé- » pendra de moi et de mes successeurs, qu'un » honnête prétexte. Tout ce que je fais est bien » fait : croyez-le, ne le croyez pas; mais taisez- » vous. Je veux vous prouver de toutes les ma-

» nières les plus insensées et les plus atroces, que
 » je règne pour moi, et que je ne règne ni par
 » vous, ni pour vous; et si quelqu'un d'entre
 » vous a la témérité de me contredire, qu'il pé-
 » risse dans l'obscurité d'un cachot, ou qu'un
 » lacet le prive à jamais de la faculté de commet-
 » tre une seconde indiscretion: car tel est mon
 » bon plaisir. » En conséquence, voilà l'homme
 de génie réduit au silence ou étranglé, et une
 nation retenue dans la barbarie de sa religion,
 de ses lois, de ses mœurs, et de son gouverne-
 ment; dans l'ignorance des choses les plus im-
 portantes à ses vrais intérêts, à sa puissance, à
 son commerce, à sa splendeur et à sa félicité;
 au milieu des peuples qui s'éclairent autour d'elle
 par les libres efforts et le concours des bons es-
 prits vers les seuls objets vraiment dignes de les
 occuper. La logique d'une administration prohi-
 bitive pèche de tous côtés: on n'arrête point les
 progrès des lumières; on ne les ralentit qu'à son
 désavantage. La défense ne fait qu'irriter et don-
 ner aux âmes un sentiment de révolte, et aux
 ouvrages le ton du libelle; et l'on fait trop d'hon-
 neur à d'innocens sujets, lorsqu'on a sous ses
 ordres deux cent mille assassins, et que l'on re-
 doute quelques pages d'écriture.

L'Angleterre voit éclore tous les jours une foule
 de livres, où tout ce qui touche la nation est
 traité avec liberté. Parmi ces écrits, il en est de
 solides, composés par de bons esprits, par des

citoyens instruits et zélés; leurs avis servent à
 éclairer le public sur ses intérêts, et à diriger le
 gouvernement dans ses opérations: on connaît
 dans l'état peu de réglemens utiles d'économie
 intérieure qui n'aient été indiqués, préparés ou
 perfectionnés par quelqu'un de ces écrits. Mal-
 heur à tout peuple qui se prive de cet avantage!

« Mais, dira-t-on, pour un homme sage qui
 » répand la lumière, il se trouve des écrivains
 » sans nombre, qui, soit par mécontentement des
 » gens en place, soit pour flatter le goût de la na-
 » tion, soit pour des raisons personnelles, se plai-
 » sent à émouvoir les esprits. Le moyen qu'ils
 » emploient le plus ordinairement, est de porter
 » les prétentions de leur pays au-delà de leurs jus-
 » tes bornes; de lui faire envisager comme des
 » usurpations manifestes, les moindres précau-
 » tions que prennent les autres puissances pour
 » conserver leurs possessions. Ces exagérations
 » remplies de partialité et de fausseté, répandent
 » des opinions, établissent des préjugés, dont
 » l'effet ordinaire est d'entretenir la nation dans
 » un état de guerre perpétuelle avec ses voisins. Si
 » le gouvernement qui voudrait tenir une balance
 » de justice entre ses sujets et les étrangers, re-
 » fuse de se conduire par des erreurs populaires,
 » il s'y voit forcé. »

La liberté de la presse produit, sans doute,
 ces inconvéniens; mais ils sont si frivoles, si pas-
 sagers, en comparaison des avantages, que je ne

daignerai pas m'y arrêter. La question se réduit à ces deux mots : *Vaut-il mieux qu'un peuple soit éternellement abruti que d'être quelquefois turbulent ?* Souverains, voulez-vous être méchans ? laissez écrire ; il se trouvera des hommes pervers qui vous serviront selon votre mauvais génie , et qui vous perfectionneront dans l'art des Tibère. Voulez-vous être bons ? laissez encore écrire ; il se trouvera des hommes honnêtes qui vous perfectionneront dans l'art des Trajan. Combien il vous reste de choses à savoir pour être grands , soit en bien , soit en mal !

La populace de Londres , la plus vile populace de l'univers , comme le peuple anglais , considéré politiquement , est le premier peuple du monde , soutenue de vingt mille jeunes gens de famille , élevés dans le négoce , assiége par des cris et par des menaces le sénat de la nation , et règle ses délibérations. Souvent ces clameurs sont excitées par une faction du parlement lui-même. Ces hommes méprisables , une fois émus , insultent le meilleur citoyen , qu'on a réussi à leur rendre suspect , incendient sa maison , et insultent scandaleusement les têtes les plus sacrées ; ils ne s'arrêtent qu'après avoir fait adopter par le ministère toute leur fureur. Cette influence indirecte , mais suivie , du commerce sur les résolutions publiques , ne fut peut-être jamais aussi marquée qu'à l'époque qui nous occupe.

L'Angleterre commençait la guerre avec la plus

grande supériorité ; elle avait un grand nombre de matelots ; ses arsenaux regorgeaient de munitions , et ses chantiers étaient animés. Ses escadres toutes armées , et commandées par des officiers expérimentés , n'attendaient que des ordres pour porter la terreur et la gloire de son pavillon aux extrémités du monde. On ne blâmera pas Walpole d'avoir trahi sa patrie , en négligeant de si grands avantages : il doit être au-dessus de tout soupçon , puisqu'il ne fut pas accusé de corruption dans un pays où l'on a souvent formé ces accusations sans y croire. Sa conduite ne fut pas cependant exempte de blâme : la crainte de se précipiter dans des embarras qui mettraient en danger son administration ; l'obligation d'appliquer à des armemens militaires les trésors destinés jusqu'alors à lui acheter des partisans ; la nécessité d'exiger de nouvelles taxes qui devaient porter au dernier période l'horreur qu'on avait pour sa personne et pour ses principes : toutes ces considérations et quelques autres le jetèrent dans des irrésolutions funestes. Il perdit un temps toujours précieux , décisif surtout dans les opérations maritimes.

La flotte de Vernon , après avoir détruit Porto-Belo , alla échouer devant Carthagène , plutôt par l'intempérie du climat , par la mésintelligence et l'incapacité des chefs , que par la valeur de la garnison. Anson vit ruiner son armement au cap de Horn , que quelques mois plus tôt il aurait dou-

blé sans risque : à juger de ce qu'il aurait pu faire avec une escadre par ce qu'il fit avec un vaisseau, on peut penser qu'il aurait au moins ébranlé l'empire espagnol dans la mer du Sud. Un établissement entrepris dans l'île de Cuba, eut une issue funeste. Ceux qui voulaient y fonder une ville, n'y trouvèrent que leur cimetièrre. Le général Oglethorpe fut obligé, après trente-huit jours de tranchée ouverte, de lever le siège du fort Saint-Augustin dans la Floride, vaillamment défendu par Manuel Montiano, à qui on avait laissé le loisir de se préparer.

Quoique les premiers efforts des Anglais contre l'Amérique espagnole eussent été vains, on n'y était pas tranquille. Il leur restait leur marine, leur caractère, leur gouvernement, trois grands moyens qui faisaient trembler. Inutilement la cour de Versailles joignit ses forces navales à celles que la cour de Madrid pouvait faire agir : cette confédération ne diminuait pas l'audace de l'ennemi commun, et ne rassurait pas des esprits trop abattus par la crainte. Heureusement pour les deux nations et pour cette partie du monde, la mort de l'empereur Charles VI avait allumé en Europe une guerre vive, qui, pour des intérêts fort équivoques, y retenait les forces britanniques. Les hostilités qui avaient commencé dans les climats éloignés avec tant d'appareil, se réduisirent insensiblement de part et d'autre à quelques pirateries. Il n'y eut d'événement im-

portant que la prise de l'île Royale, qui exposait aux plus grands dangers la pêche, le commerce et les colonies de la France. Cette puissance recouvra à la paix une possession si précieuse ; mais le traité qui la lui rendit ne fut pas moins généralement blâmé.

Les Français, toujours imbus de cet esprit de chevalerie qui a été si long-temps la brillante folie de toute l'Europe, regardent leur sang comme payé, lorsqu'il a reculé les frontières de leur patrie, c'est-à-dire, lorsqu'ils ont mis leur prince dans la nécessité de les gouverner plus mal ; et ils croient leur honneur perdu, si leurs possessions sont restées ce qu'elles étaient. Cette fureur de conquêtes, qu'il faut pardonner à des temps barbares, mais dont les siècles éclairés ne devraient pas avoir à rougir, fit réprouver le traité d'Aix-la-Chapelle, qui restituait à l'Autriche tout ce qu'on lui avait pris. La nation, trop frivole, trop légère pour être politique, ne voulut pas voir qu'en formant en Italie un établissement, quel qu'il fût, à l'infant don Philippe, on s'assurait de l'alliance de l'Espagne, à qui on donnait de grands intérêts à discuter avec la cour de Vienne ; qu'en garantissant au roi de Prusse la Silésie, on établissait en Allemagne deux puissances rivales, fruit précieux de deux siècles de méditation et de travaux ; qu'en rendant Fribourg et les places de Flandre détruites, on se procurait des conquêtes aisées, si les fureurs de

la guerre recommençaient, et la facilité de diminuer dans tous les temps de cinquante mille hommes les troupes de terre : économie qui pouvait et devait être portée à la marine.

Ainsi, quand la France n'aurait pas eu besoin de s'occuper de son intérieur dont le dépérissement était extrême; quand son crédit et son commerce n'auraient pas été ruinés; quand quelques-unes de ses plus importantes provinces n'auraient pas été réduites à manquer de pain; quand elle n'aurait pas perdu la porte du Canada; quand ses colonies n'auraient pas été menacées d'une invasion infaillible et prochaine; quand sa marine n'aurait pas été détruite au point de n'avoir pas un seul vaisseau à envoyer dans le Nouveau-Monde; quand l'Espagne n'aurait pas été à la veille d'un accommodement particulier avec l'Angleterre, la conclusion de la paix aurait encore mérité l'approbation des esprits les plus réfléchis.

La facilité qu'avait le maréchal de Saxe de pénétrer dans l'intérieur des Provinces-Unies, était ce qui frappait le plus les Français. On conviendra sans peine que rien ne paraissait impossible aux armes victorieuses de Louis XV; mais serait-ce un paradoxe de dire que les Anglais éclairés ne désiraient rien tant que cet événement? Si la république, qui était dans l'impossibilité de se détacher de ses alliés, avait été conquise, ses habitans, qui avaient des préjugés

anciens et nouveaux contre le gouvernement, les lois, les mœurs, la religion de leur vainqueur, auraient-ils voulu vivre sous sa domination? N'auraient-ils pas infailliblement porté leur population, leurs capitaux, leur industrie dans la Grande-Bretagne? Et qui peut douter que de si grands avantages n'eussent été infiniment plus précieux pour les Anglais, que l'alliance de la Hollande?

A cette observation nous oserons en ajouter une autre, qui, pour être aussi nouvelle, ne paraîtra peut-être pas d'une vérité moins frappante. On a trouvé la cour de Vienne fort heureuse ou fort habile d'avoir, par la négociation, arraché des mains des Français ce que les malheurs de la guerre lui avaient fait perdre. N'aurait-elle pas été plus habile ou plus heureuse, si elle eût laissé à son ennemi une partie de ses conquêtes? Il est passé ce temps, où la maison d'Autriche égalait, surpassait peut-être les forces de la maison de Bourbon; sa politique est donc d'intéresser les autres puissances à son sort, même par ses pertes: elle le pouvait en faisant des sacrifices apparens à la France. L'Europe, alarmée de l'agrandissement de cette monarchie, qu'on est porté à haïr, à envier, à redouter, aurait repris contre elle cette haine qu'on avait vouée à Louis XIV; et des ligueurs plus redoutables que jamais devenaient la suite nécessaire de ces sentimens. Cette disposition universelle des esprits était plus propre

à relever la grandeur de la nouvelle maison d'Autriche, que le recouvrement d'un territoire éloigné, borné et toujours ouvert.

On doit, il est vrai, avoir assez bonne opinion du plénipotentiaire français qui conduisait la négociation, et du ministre qui la dirigeait, pour penser qu'ils auraient démêlé le piège ; nous ne balancerons pas même à assurer que ces deux hommes d'état n'avaient aucune vue d'agrandissement ; mais auraient-ils trouvé la même profondeur de politique dans le conseil, auquel ils devaient compte de leurs opérations ? C'est ce qu'on n'ose décider : en général tous les gouvernemens du monde sont portés à s'étendre, et celui de France est de nature à le désirer.

Quoi qu'il en soit de ces réflexions, il faut avouer que l'espérance des deux ministres français qui avaient décidé la paix, fut trompée. Le principal objet de leurs démarches avait été la conservation des colonies menacées, et l'on perdit de vue cette source d'une opulence illimitée, aussitôt que le danger fut passé. La France garda des troupes sans nombre, négocia des ligues dans le nord et dans le midi de l'Europe, soudoya une partie de l'Allemagne, se conduisit comme si un nouveau Charles-Quint eût menacé ses frontières, ou si un autre Philippe II eût pu bouleverser l'intérieur de son pays par ses intrigues. Elle ne vit pas qu'elle avait une prépondérance décidée dans le continent ; qu'il n'y avait

point de puissance qui, seule, pût oser l'attaquer, et que les événemens de la dernière guerre, les arrangemens de la dernière paix, avaient rendu la réunion de plusieurs puissances impossible. Mille petites craintes, toutes frivoles, la fatiguaient. Ses préjugés l'empêchèrent de sentir qu'elle n'avait qu'un ennemi réellement digne de son attention, et que cet ennemi ne pouvait être contenu que par de nombreuses flottes.

Les Anglais, plus portés à s'affliger de la prospérité d'autrui qu'à jouir de la leur, ne veulent pas seulement être riches ; ils veulent être les seuls riches. Leur ambition est d'acquérir, comme celle de Rome était de commander. Ils ne cherchent pas proprement à étendre leur domination, mais leurs colonies. Toutes leurs guerres ont pour but leur commerce. Le désir de le rendre exclusif leur a fait faire de grandes choses et de grandes injustices, et les met dans la cruelle nécessité de continuer à faire de grandes choses et de grandes injustices. Les nations ne se laisseront-elles jamais de cette espèce de tyrannie qui les brave et les avilit ? resteront-elles éternellement dans cet état de faiblesse qui les contraint à supporter un despotisme qu'elles ne demanderaient pas mieux que d'anéantir ? Si jamais il se formait une alliance entre elles, comment une seule nation pourrait-elle résister, à moins d'une faveur constante du destin sur laquelle il serait imprudent de compter ? Qui est-ce qui a promis

aux Anglais une prospérité continue? Quand elle leur serait assurée, ne serait-elle pas trop payée par la perte d'une tranquillité dont ils ne jouiraient jamais, et trop punie par les alarmes d'une jalousie qui tiendrait leurs yeux inquiets perpétuellement ouverts sur les mouvemens les plus légers des autres puissances? Est-il bien glorieux, est-il bien doux, est-il bien avantageux et bien sûr à un peuple de régner au milieu des autres peuples, comme un sultan au milieu de ses esclaves? Un accroissement dangereux de la haine au dehors est-il suffisamment compensé par le corrupteur accroissement de l'opulence au dedans? Anglais, l'avidité n'a point de terme, et la patience a le sien, presque toujours funeste à celui qui la pousse à bout; mais la passion du commerce est si forte en vous, qu'elle a subjugué jusqu'à vos philosophes. Le célèbre Boyle disait qu'il était bon de prêcher l'évangile aux sauvages, parce que, dût-on ne leur apprendre qu'autant de christianisme qu'il leur en faut pour marcher habillés, ce serait un grand bien pour les manufactures anglaises.

xv.
C'est de
l'Amérique
que sortit la
guerre
de 1755.

Un tel système, que la nation n'a guère perdu de vue, se manifesta en 1755 avec moins de précaution qu'il ne l'avait fait jusqu'alors. La culture des colonies françaises, dont l'accroissement rapide étonnait tous les esprits attentifs, réveilla la jalousie anglaise. Cependant cette passion, honteuse de se montrer, se couvrit quelque temps

des ombres du mystère; et un peuple, assez fier ou assez modeste pour appeler les négociations *l'artillerie de ses ennemis*, ne dédaigna pas d'employer tous les détours, toutes les ruses de la politique la plus insidieuse.

La France, effrayée du désordre de ses finances, intimidée par le petit nombre de ses vaisseaux et l'inexpérience de ses amiraux, séduite par l'amour de l'oisiveté, du plaisir et de la paix, secondait les efforts qu'on faisait pour l'amuser. En vain quelques hommes éclairés répétaient sans cesse que la Grande-Bretagne voulait la guerre, qu'elle devait la vouloir, qu'elle était forcée de la faire, avant que la marine militaire de sa rivale n'eût fait les mêmes progrès que sa marine marchande. Ces inquiétudes paraissaient absurdes dans un pays où l'on n'avait fait jusqu'alors le commerce que par imitation, où on lui avait mis des entraves de toutes les espèces, où on l'avait continuellement sacrifié à la finance, où on ne lui avait jamais accordé une protection sérieuse, où l'on ignorait peut-être qu'on eût le plus riche commerce de l'univers. La nation qui devait à la nature un sol excellent; au hasard, de riches colonies; à sa sensibilité vive et souple, le goût de tous les arts qui varient et multiplient les jouissances; à ses conquêtes, à sa gloire littéraire, à la dispersion même des protestans qu'elle avait eu le malheur de perdre, le désir qu'on avait de l'imiter: cette nation qui serait trop heureuse, si